



L'Édito: AG 2016, un bon cru...

Une centaine d'adhérent(e)s et sympathisant(e)s a participé cette année à notre assemblée générale annuelle qui s'est déroulée le 7 avril à Bénesse les Dax, « Chez Simone ».

Riche en débats, elle a notamment permis à la section de présenter son dossier revendicatif sur le maillage territorial de notre département.

Dans la continuité de notre AG, SOLIDAIRES Finances Publiques 40 a dorénavant déjà pris rendez-vous avec le maire de Montfort en Chalosse, actuellement sur des charbons ardents avec la restructuration de sa trésorerie...

SOLIDAIRES Finances Publiques continuera de nourrir son dossier et rencontrera tous les élus disposés à en débattre.

Restructurations au 1^{er} janvier 2017 CHSCT et CTL du 19/04 : « On a marché sur la Lune »

Présidées par Mme Mauresmo en l'absence de M Ravon (il va falloir s'y habituer...), ces deux instances ont donné lieu au spectacle d'une équipe de direction ne maîtrisant pas son sujet. Stratégie ou laxisme ??... Chacun(e) choisira...

Jamais évoqués auparavant, la fermeture de la trésorerie de Geaune et son transfert à Hagetmau sont apparus dans les documents préparatoires de ces instances.

La concertation avec les agents s'est bornée à une information et les agents de Geaune ont pu se rendre à Hagetmau pour constater qu'il y avait la place pour les accueillir... à 20 kms de leur poste actuel...

Résignés et fatalistes, parce que n'ayant pas le choix, ils s'inquiètent à juste titre de leurs nouvelles conditions de travail (horaires, mobilier, ...). La direction a affirmé qu'elle mettra tout en œuvre pour que ce transfert se passe le plus confortablement possible (PRS, ...)... sic !

« Petit » détail : alors que ce n'était pas d'actualité, il nous a été dévoilé que le recouvrement de l'IR pourrait être transféré au SIP de Mont-de-Marsan à l'occasion de cette restructuration...

Les fermetures d'Amou et Mugron pour transfert à Montfort ont donné lieu à un débat, comment dire... lunaire !! Ou comment la direction a fait preuve d'une coupable légèreté dans le suivi du dossier de la première restructuration d'importance dans le département !

Il est quand même édifiant d'entendre la direction dire qu'elle a été alertée par un article de Sud-Ouest du 16 avril 2016 sur la situation financière délicate de la municipalité de Montfort-en-Chalosse !!!!!

Branle-bas de combat !! Rendez-vous est pris entre M Ravon et le maire de Montfort ce 28 avril (jour de grève, c'est « comique »...), et on va voir ce qu'on va voir !!!

Info : le budget prévu pour la réhabilitation de la future trésorerie de Montfort est de 509.000€ dont 200.000€ d'emprunt... Si la commune espère une rentrée de loyers sur du long terme, elle risque de déchanter rapidement compte tenu de la réduction programmée du maillage des trésoreries dans le département... ça laisse rêveur quand on lit dans ce fameux article, de la bouche du maire, qu'« on ne peut pas continuer à endetter la commune »...

Qu'à cela ne tienne, la direction se serait engagée (sur quoi précisément???) et cette fusion se fera, administrativement, au 01/01/2017 !! Il ne s'agit que d'un report

d'installation au 01/09/2017, le reste est le problème de la mairie !! Bravo...

Devant un tel imbroglio, les hésitations et absences de réponses concrètes à nos questions, SOLIDAIRES Finances Publiques 40 a demandé que ce point soit retiré de l'ordre du jour du CTL pour être remis lorsque ce projet sera sérieux, travaillé et concret. Droite dans ces bottes, Mme Mauresmo a refusé, et pour cause, le dossier devant être transmis au ministre à la fin du mois d'avril... nous imaginons le fou rire (jaune ?) de ce dernier lorsqu'il lira un dossier aussi mal ficelé !!!

Et les agents dans tout ça ???... Bonne question !!

Amou : le cadre A perd son poste et ira exercer sous d'autres cieux, le B part à la retraite et l'ERD ira à Montfort... en clair, les charges sont transférées, mais sans agent !!

Mugron : le cadre A perd son poste et ira exercer sous d'autres cieux (bis), les agents resteront à Mugron en attendant, seuls, sans réception du public, rattachés administrativement à Montfort... comment ça c'est n'importe quoi ???... n'exagérons-rien...

Montfort : le cadre A pourrait espérer rester en cas de création d'un poste d'adjoint, quant aux agents ils vont absorber les charges d'Amou en bossant toujours dans les mêmes (mauvaises) conditions...



SOLIDAIRES Finances Publiques a rappelé son attachement au maintien du maillage territorial et de toutes les implantations de la DDFIP, dont il faut améliorer les moyens, tant humains que matériels.

L'ensemble des élus a voté contre ces 2 projets de restructuration. Le CTL a été reconvoqué le 27/04, les élus de SOLIDAIRES Finances Publiques 40 ont refusé de siéger, le dossier n'ayant pas évolué.

SOURIEZ VOUS ÊTES FILMÉS !!

Une caméra de surveillance a été installée dans le hall du CFP de Mont-de-Marsan suite à une demande des agents... Comme celle de Dax, elle serait destinée à calmer les contribuables nerveux et à permettre une meilleure gestion des flux, non pas migratoires, mais de réception.

A SOLIDAIRES Finances Publiques 40, nous nous posons quelques questions, valables pour les deux sites :

- La législation en la matière a-t-elle été respectée ?
- Les agents ont-ils TOUS été informés ?
- Les contribuables savent-ils qu'ils sont filmés ?
- Sur quel budget ont été payées ces installations ?

Enfin... Pourquoi l'installation de ces caméras de surveillance n'a-t-elle pas été discutée en CHSCT et CTL ????



En cette période d'état d'urgence, l'installation de caméras de vidéosurveillance interroge sur leur véritable vocation. Il ne faudrait pas que la surveillance des agents devienne la seule préoccupation de l'administration...

FRAUDE FISCALE ET PARADIS FISCAUX

Le syndicat SOLIDAIRES Finances Publiques estime la fraude fiscale en France entre 60 et 80 milliards d'euros par an. Or, il est facile de lutter contre cette fraude ! Comment ? Tout simplement en recrutant des agents des Finances. Chez certains journalistes et sur les réseaux sociaux une idée, qui nous paraissait à nous évidente, commence à faire son chemin :

Recruter 1 agent aux finances rapporte 10 fois plus au budget de l'État qu'il ne lui coûte. Pourquoi ne pas recruter massivement des emplois aux finances pour aller traquer la fraude et l'évasion fiscale ?

Au lieu de ça, nos gouvernants continuent à supprimer environ 2500 emplois/an aux Finances Publiques pour, paraît-il, réduire le déficit public. Soit ils n'ont pas tout bien compris, ce qui serait quand même grave compte tenu de leur niveau de responsabilité...

Soit ils réduisent sciemment les capacités de l'Administration Fiscale car ils sont les premiers à frauder, ce qui serait encore pire...

L'évasion fiscale en France et en Europe atteint des sommets, elle serait estimée à 1000 Milliards en Europe. En France, un rapport du Sénat en 2012 a mesuré l'incidence de l'évasion fiscale sur les finances publiques. Selon ses estimations, elle représenterait un manque à gagner annuel de 30 à 36 milliards d'euros par an.

On est très en dessous des estimations de notre syndicat, mais notre syndicat a chiffré la fraude fiscale dans son ensemble et pas uniquement l'évasion fiscale.

Cela prouve en tout cas que nos élus ont pris conscience depuis plusieurs années de l'ampleur du phénomène mais qu'ils ne font toujours rien pour l'endiguer puisque 4 ans après on continue à supprimer massivement des emplois chez nous.

A chaque nouveau scandale sur la fraude ou l'évasion fiscale, nos gouvernants s'empressent d'annoncer dans les médias que ça ne va pas durer, que ça va barder pour les fraudeurs, mais entre les discours et les actes, le fossé est énorme.

Les scandales se suivent depuis plusieurs années, mais ils sont bien vite oubliés par nos dirigeants.

De plus, le montant de cette évasion fiscale pourrait en fait être encore bien supérieur car on découvre tous les jours de nouvelles combines élaborées entre les multinationales, les banques ou les cabinets d'avocats spécialisés pour lesquels le seul credo est « IL FAUT ECHAPPER A L'IMPOT ».

Des montages financiers complexes leur permettent de diminuer de façon drastique leur contribution fiscale. En témoigne le décalage entre les taux d'imposition des grandes et des petites entreprises françaises, d'après le même rapport du sénat.

Taux de contribution effective par taille de l'entreprise en 2007 :

Effectif	Nombre entreprises	Taxe effective
Moins de 250 salariés	1 104 600	47,4 %
De 250 à 499 salariés	6 500	21,5 %
De 500 à 1 999 salariés	9 300	11,8 %
2 000 salariés et plus	12 100	4,1 %

Source : rapport du Sénat 2012.

On voit très clairement que les plus grosses entreprises échappent à l'impôt en France, mais il ne faudrait en aucun cas les empêcher de continuer à prospérer. On constate aussi sur ce tableau que plus l'entreprise est importante et plus elle va mobiliser de moyens, non pas pour produire, mais pour échapper à l'impôt.

Pourtant, supprimer l'évasion fiscale et réduire la fraude fiscale aurait des effets immédiats et concrets, cela permettrait :

- de réduire le déficit public en augmentant les recettes alors que la seule préoccupation de nos gouvernants est de réduire les dépenses ;
- de rétablir l'équité fiscale entre ceux qui payent l'impôt et ceux qui fraudent ;
- de maintenir tous les services publics qui seraient véritablement au service du public alors qu'ils sont depuis plusieurs années en danger partout sur le territoire
- de prendre en charge les besoins sociaux de la population (chômage, retraites, santé.....)

Bref, il est assez incompréhensible que personne ne se révolte contre tout ça.

Pour Solidaires Finances Publiques⁴⁰, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale passe par le maintien des services et des emplois, Dans les Landes, ce ne sont pas les suppressions d'emplois (une centaine en 10 ans) et les restructurations, y compris des services de contrôles, PCRPs notamment, qui permettront de lutter efficacement contre cette fraude.

Une pétition est depuis quelques jours en ligne sur le site CHANGE.ORG

Pour une fois qu'une pétition, hors champ syndical de la DGFIP, et tournée vers le grand public, évoque des sujets qui nous concernent directement, ça serait dommage de passer à côté. Nous vous invitons donc à la signer massivement, ça ne coûte rien et ça pourrait faire avancer les choses et obliger nos gouvernants à bouger pour de bon.

lien

<https://www.change.org/p/stop-%C3%A0-l-%C3%A9vasion-fiscale-la-solution-existe-et-elle-est-simple-qu-attendons-nous>



L'Union Syndicale Solidaires Landes en marche !

Extrait du Communiqué de presse envoyé le 25 avril aux médias locaux avec quelques retombées dans Sud Ouest :



« Les syndicats Sud Santé Sociaux, Solidaires Finances Publiques, Sud PTT, Snupfen Solidaires, Sud CT et Sud Crédit agricole ont décidé de relancer l'activité interprofessionnelle de l'Union syndicale Solidaires au niveau du département des Landes.

Les motivations principales des militants de Solidaires Landes et de ses syndicats sont d'échanger les informations sur les mobilisations et les actions dans leurs secteurs d'activité respectifs, de travailler sur des revendications interprofessionnelles telles que la hausse des rémunérations, le maillage territorial des Services Publics, la lutte contre le chômage et la précarité de l'emploi public / privé..., et de participer aux mobilisations intersyndicales interprofessionnelles.

La prochaine réunion des syndicats de Solidaires Landes aura lieu le 19 mai.



LES COMMERAGES DE MME MICHUPOUY

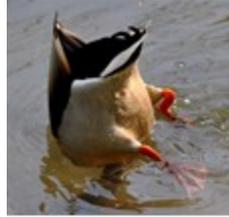
- Madame Michupouy ne s'est toujours pas remise de la lecture des projets de mutation C, B et A pour les Landes. Quelle misère, ce n'est pas avec un nombre aussi ridicule que les emplois vacants vont être comblés !

Un tel projet va encore aggraver les conditions de travail de tous les agents !

- Madame Michupouy aimerait savoir pourquoi les contribuables qui, depuis les révélations du « Panama papers », rapatrient actuellement des fonds auparavant placés à l'étranger pour échapper à l'impôt ne sont pas poursuivis pénalement. Pour elle, et pour les agents, il s'agit pourtant bien d'une monumentale escroquerie dont est victime l'ensemble de la population ! Et dans les Landes, combien de « casseurs fiscaux » ? La direction fournira-t-elle, un jour, un bilan aux représentants du personnel ?

- Mme Michupouy s'est récemment déplacée dans nos locaux pour sa déclaration. Ayant découvert la présence d'une caméra de vidéosurveillance, elle a demandé, l'oeil taquin, s'il y en avait aussi aux archives ou dans les ascenseurs...

LE CROUPION D'OR



Décerné ce mois-ci au service communication de la DGFIP.

Son affiche « le musée des antiquités » est une véritable insulte aux agents et aux

contribuables qui se déplacent nombreux en cette période de campagne IR !!

MOBILISATIONS

Rarement notre modèle social aura été aussi fortement agressé : Loi travail favorisant les licenciements et diminuant les droits des salarié(e)s, réformes incessantes des services publics pour restreindre leur présence, suppressions dogmatiques d'emplois publics qui pénalisent la lutte contre les fraudes (fiscales, sociales...)...

La dernière grève du 28 avril et les manifestations du 1er mai n'ont pas réussi à mobiliser suffisamment au-delà des rangs militants.

Si SOLIDAIRES Finances Publiques 40 estime nécessaire de poursuivre la lutte par tous moyens afin d'obtenir le retrait de la loi travail, première étape pour de nouvelles conquêtes sociales, il considère également indispensable de réaliser des actions revendicatives propres à la DGFIP car les agents et les missions n'échappent pas au tour de vis libéral actuellement à l'œuvre.

SOLIDAIRES Finances Publiques40 pense que le mois de mai (DGFIP sous les feux de l'actualité) est propice pour faire entendre nos revendications.

